

Communiqué de presse

Le réchauffement climatique : de l'analyse scientifique aux actions concrètes



L'association Centraliens en Aquitaine, qui réunit sur la région de Bordeaux les anciens élèves des écoles d'ingénieurs Centrale Paris, Centrale Lille, Centrale Lyon et Centrale Nantes, a organisé vendredi 19 octobre 2012 une conférence-débat sur le thème du réchauffement climatique.

Cette conférence, qui se déroulait dans l'enceinte du CAPC (Centre d'Arts Plastiques Contemporains, à Bordeaux), se tenait dans le cadre du cent-cinquantième de la création de l'Association des Anciens Elèves de l'Ecole Centrale de Paris (AACP).

Plus de 400 événements de ce genre se seront succédés tout au long de l'année 2012 dans le monde entier à cette occasion. Cette année de célébrations se terminera en décembre par une soirée de prestige à Paris au musée d'Orsay.

Les Centraliens d'Aquitaine avaient réuni un quatuor de spécialistes pour cette conférence :

Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue et collaboratrice du GIEC,

Olivier Rivière, adjoint au directeur interrégional de Météo-France Sud-Ouest,

Pascal da Costa, économiste et professeur à l'Ecole Centrale de Paris, et

Laurent Castaignède, gérant du bureau d'études bordelais BCO2 ingénierie spécialisé en Bilan Carbone® des projets.

Jean-Marc Souami, journaliste à FranceTélévisions, assurait l'animation des débats.

La soirée était parrainée par plusieurs acteurs économiques, institutionnels et associatifs.

Dominique Pirotais, Président de « Centraliens en Aquitaine » et Anne Walryck, adjoint au Maire de Bordeaux, chargée du développement durable, ont ouvert la soirée devant plus de 120 personnes, représentants des principales institutions (Région Aquitaine, Conseil Général de la Gironde, CUB, Mairie de Bordeaux) et du monde des entreprises, des services et de l'enseignement.



De gauche à droite : Jean-Marc Souami, Olivier Rivière, Valérie Masson-Delmotte, Pascal Da Costa et Laurent Castaignède

Les conférenciers se sont ensuite succédés pour une série d'exposés entrecoupés d'échanges avec la salle.

Mêlant sondages avec l'assistance à partir de questions directes de culture générale climatique, **Valérie Masson-Delmotte** a dressé un panorama complet des sciences du climat, depuis leur origine antique jusqu'à l'époque contemporaine. Cet exposé a clairement démontré l'origine anthropique (causé par l'activité humaine) du réchauffement climatique observé dans la deuxième partie du 20^{ème} siècle : **la température moyenne de l'atmosphère a augmenté de près de 1° sur les 100 dernières années et l'on constate une accélération continue du phénomène. Les statistiques montrent aussi à l'échelle de la planète une augmentation importante des phénomènes caniculaires extrêmes.**

Dans l'hypothèse d'une poursuite des émissions de CO2 au rythme actuel, les modèles prévoient une augmentation de près de 4° sur le siècle en cours, avec comme conséquences : pression sur les ressources en eau, intensification des précipitations dans certaines zones et augmentation des risques naturels. Valérie Masson-Delmotte signale, à titre d'exemple, une augmentation régulière des frais d'entretien de voirie dans la commune où elle est élue en Ile de France, que l'on peut associer aux phénomènes de gonflement de terrains entre les périodes humides et sèches.

Toutes ces observations sont d'autant plus préoccupantes que les constantes de temps pour maîtriser l'évolution du climat sont très longues. Il faudrait en effet de l'ordre d'une cinquantaine d'années pour arriver à maîtriser l'évolution actuelle du climat : l'urgence n'est pas devant nous, nous y sommes déjà !

Olivier Rivière a détaillé les conséquences visibles et futures au niveau régional. D'ores et déjà, une avancée très sensible des dates de vendanges est enregistrée (une dizaine de jours au cours du siècle dernier). **On peut s'attendre dans les 40 ans à venir à une aggravation généralisée des épisodes de sécheresse, et à l'horizon de la fin de siècle (dans deux générations seulement !) à une situation « normale » comparable à celle de sécheresses qui surviennent actuellement tous les 15 ans environ.** La conséquence sur les incendies de forêt est immédiate : la situation du Sud Ouest de la France sera proche de celle des zones actuelles les plus exposées du littoral méditerranéen !

Pascal Da Costa a ensuite présenté les aspects économiques du réchauffement climatique, en s'appuyant sur quelques éléments du **Paquet Energie Climat de l'Europe** pour 2020 (directive imposant la réduction de 20% des émissions de CO2 sur l'ensemble de l'Europe à 27, à l'horizon 2020 par rapport à 1990), et sur le rapport Stern, du nom de son auteur britannique et vice-président de la Banque Mondiale qui l'a publié en 2006.

Un des enjeux économiques majeurs de la maîtrise du climat tient dans les effets négatifs sur l'emploi des mesures incitatives envisageables (taxe carbone et quotas échangeables mis aux enchères), qui pourraient néanmoins être compensés par une utilisation pertinente des sommes ainsi levées. Si on redistribue une part de ce prélèvement vers la recherche, les innovations qui en découleront amèneront une création de richesse qui pourrait, sur le long terme, avoir un effet positif sur l'emploi. La redistribution d'une partie de ce prélèvement pour contribuer à la baisse du coût du travail aurait des conséquences positives similaires. La grande difficulté est de rendre supportables les effets à court terme de cette taxation. En période de crise économique et sociale, comme actuellement en Europe, cela apparaît incontournable.

L'Europe est la seule zone économique de la planète à s'être engagée sur cette voie à travers le Paquet Energie Climat 2020. Les autres pays observent avec attention les conséquences de cette politique. S'il s'avérait en effet que les prévisions des modèles économique sont justes, et que la lutte contre le réchauffement climatique n'est pas l'ennemie de l'emploi, un bouleversement des économies mondiales pourrait s'ensuivre.

Laurent Castaignède a enfin exposé des idées clés de compréhension de la stratégie carbone, souvent à contre-courant d'idées reçues. **Les économies drastiques d'énergie fossile ne sont plus rendues nécessaires par la crainte d'une pénurie prochaine comme on le pensait généralement (le fameux « pic pétrolier » tant redouté), mais bien par une abondance objective des ressources qui, en rendant leur prix insuffisamment élevé, favorise une consommation excessive, fortement émettrice de gaz à effet de serre.**

Au-delà du rappel du fait que la marge de manœuvre de chacun est tant personnelle que professionnelle, Laurent Castaignède a présenté 2 exemples concrets d'analyse carbone complète.

La première est celle des bâtiments très efficaces dont les caractéristiques ne doivent absolument plus se limiter au périmètre de la réglementation thermique, ni à la chimère d'une "énergie positive". La localisation des bâtiments de logement, à proximité ou non des bassins d'emploi, et réciproquement, est par exemple aussi important, sinon plus, que la consommation brute d'énergie de chauffage et d'éclairage. Leur mode constructif et le mode d'utilisation réel des résidents sont également des postes importants.

La deuxième est celle des voitures électriques, qui ne se révèlent absolument pas dé-carbonées quand on prend, comme on doit le faire, tous les postes d'émissions d'un véhicule et pas seulement celles qui passent par leur pot d'échappement. Un exemple tout simple : pour alimenter en électricité un tel véhicule, il faut la produire et cette électricité supplémentaire provient dans la majorité des cas de centrales conventionnelles (fuel ou charbon) qui elles peuvent émettre beaucoup de CO2. On a simplement déplacé le problème : les habitants des grandes métropoles peuvent peut-être s'en féliciter, mais pour l'ensemble de la planète c'est beaucoup moins sûr !

Le premier moyen d'action pour limiter en fait les émissions dans le domaine des transports, plus que l'inclusion dans le parc automobile de véhicules possédant un bilan carbone performant, est de s'attaquer au problème du gaspillage des concepts actuels, qui sont exagérément lourds, inutilement gros, et beaucoup trop puissants.

Une solution vertueuse consisterait par exemple à renchérir progressivement le prix des énergies fossiles (via les taxes) pour rendre obligatoire l'émergence de véhicules dont la sobriété compenserait le prix de leurs carburants et en maintiendrait ainsi le coût d'utilisation supportable par le particulier. L'efficacité d'une telle taxe se voit déjà à travers des écarts de TIPP appliqués suivant les pays : faible aux USA, elle autorise une forte proportion de véhicules lourds et énergivores ; forte en France, elle contraint l'extension de véhicules beaucoup plus modestes.

Il faudrait alors évidemment limiter aux circuits les bolides « routiers » et cantonner à la haute montagne les volumineux 4x4 : devrait-on le regretter ?

En conclusion, les termes du débat et les idées exprimées pendant son déroulement conduisent à se poser plusieurs questions :

- Comment favoriser l'émergence de solutions effectivement et globalement très vertueuses,
- Comment arriver à exclure du marché les produits les plus émissifs
- Doit-on mettre en place des territoires protégés contenant de grandes réserves d'énergie fossile au nom du "Patrimoine Mondial de l'Humanité Future", dans un double but : assurer la sécurité énergétique des générations futures et leur préparer une planète vivable ?

La mise en place de mesures incitatives ou dissuasives, de nature fiscale nécessairement lourde et généralisée paraît un levier incontournable, même s'il n'est pas le seul. Les verrous résident dans la difficulté de mise en place de telles mesures, la remise en cause de nombreux gaspillages acquis, et dans l'utilisation pertinente des ressources ainsi dégagées.

La soirée s'est conclue par un dîner au Café Putman, le restaurant du CAPC, au cours duquel les orateurs ont pu continuer à répondre aux questions des personnes présentes.

Laurent Castaignède a notamment présenté un bilan carbone de la soirée (environ 2 tonnes et demi de CO2 supplémentaires émises), d'où il ressort que des actions très simples peuvent faire bien plus que compenser cet excès d'émission. Parmi celles-ci : à titre individuel, un seul changement de destination de vacances des 120 participants peut permettre d'éviter de 2 à 20 tonnes ; à titre plus collectif, la décision d'un dirigeant d'entreprise d'effectuer une réorientation carbone, même légère, des produits qu'il commercialise, peut vite être très largement supérieure. Le caractère incitatif ou informatif de la conférence aurait alors un impact bénéfique, bien qu'excessivement modeste, sur la maîtrise du réchauffement. Tout au moins à court terme : on ne tient pas compter évidemment des répercussions à long terme de l'événement qui peuvent amplifier cet effet positif.

Au bilan, l'ambition des Centraliens en Aquitaine, qui était d'apporter des éléments de jugement sur le problème du réchauffement climatique, a été satisfaite. Bien sûr, la durée de cette conférence-débat n'a pas permis d'aborder en détail tous les aspects de cette problématique. Pour cela, il est prévu de continuer à alimenter en informations le site web créé pour l'occasion (www.centraliens-aquitaine.org), et peut être d'y ouvrir un espace de discussion pour offrir à tous l'opportunité de poursuivre le débat.

Partenaires de la conférence



GietArchitecture

